



Membres du personnel dans la « Zone d'action pour les objectifs de développement durable », installée au Siège de l'ONU. La Zone offre une nouvelle occasion d'insuffler un élan inédit aux dialogues du multilatéralisme pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale.  
(New York, 20 septembre 2019)

# Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable



## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement



## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

- 1,6 milliard de dollars  
483 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 1,1 milliard au titre des contributions volontaires



## PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne, résolution 74/15 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, (Orientations de Samoa), résolution 74/3 de l'Assemblée générale
- Suivi et application des Orientations de Samoa et de la Stratégie de Maurice, résolution 74/217 de l'Assemblée générale
- Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet, résolution 72/279 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable, résolution 74/4 de l'Assemblée générale
- Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, ECA/RFSD/2020/16



## PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires économiques et sociales
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)



Le Secrétaire général António Guterres s'exprime à l'ouverture du Sommet Action Climat, organisé par l'ONU pour rehausser les ambitions et intensifier l'action vers les objectifs de l'Accord de Paris. (New York, 23 septembre 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## CONTEXTE

Engagée il y a bientôt cinq ans, l'action menée pour exécuter le Programme 2030 prend de la vitesse, l'engagement qui a été pris de ne laisser personne de côté lui servant de boussole.

En 2019, les États Membres ont réaffirmé leur volonté commune de mettre en œuvre le Programme, et les dirigeants ont appelé de leurs vœux une « décennie d'action » en vue d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. La pandémie de COVID-19 a montré combien il importait d'accélérer le rythme des progrès pour mettre fin aux privations les plus graves, réduire les inégalités et inverser la tendance des changements climatiques et de la perte de biodiversité. Toutes ces aspirations occupent une place centrale dans le Programme 2030.



**“Reconstruire en mieux, c'est bâtir des économies plus durables et des sociétés plus résilientes pour préserver l'environnement et ne laisser personne de côté.”**

*Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales*



Des panneaux présentant les objectifs de développement durable, affichés à Times Square (New York) avant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. (New York, 19 septembre 2019)

## GRANDS OBJECTIFS

Au niveau international, l'Organisation propose des moyens de favoriser la coopération et les partenariats aux fins du suivi des programmes mondiaux porteurs de transformation, notamment le Programme 2030, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020. L'action menée à l'échelon régional est orchestrée par les commissions régionales et les bureaux régionaux des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe et en Asie occidentale. Sur le terrain, dans 162 pays et territoires, nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents nous aident à réunir les compétences de toutes les entités résidentes et non résidentes du système des Nations Unies pour le développement afin de les mettre au service de l'action menée au niveau national.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### Bilan et accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

Cinq ans après leur adoption, les objectifs de développement durable incarnent aujourd'hui la volonté collective de bâtir un avenir meilleur pour l'humanité et pour la planète. L'ONU apporte un appui déterminant à leur réalisation par les États Membres. Depuis 2016, 168 pays ont mis au point des plans pour les atteindre et présenté des examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable, démontrant ainsi leur volonté d'adapter leurs politiques et leurs institutions.

L'ensemble des 17 objectifs n'est pas en voie d'être atteint d'ici à 2030, malgré les progrès qui ont été accomplis dans la réalisation de certains d'entre eux, comme en témoignent les indicateurs relatifs à la pauvreté, à la faim, à l'emploi des jeunes, à la biodiversité, aux changements climatiques et à l'accès à la justice. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux ont tenu en septembre 2019 le premier sommet de l'ONU sur les objectifs de développement durable depuis l'adoption du Programme 2030. À l'issue de cette réunion, les États Membres se sont engagés à accélérer la mise en œuvre du Programme en lançant une décennie d'action. Depuis, j'appelle à l'amplification de la mobilisation, de l'ambition, du financement et des

solutions, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, du climat et de l'égalité des sexes.

Pour pouvoir accélérer la réalisation du Programme 2030, il faut disposer de données et de statistiques ventilées de bonne qualité. L'initiative Data for Now favorise l'utilisation durable des données géospatiales, des mégadonnées et d'autres sources d'information non traditionnelles. Dans le cadre de l'Initiative pour des indicateurs fonciers mondiaux, par exemple, plus de 200 experts ont été formés à la collecte et à la publication des données.

### RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : BILAN 2019

Plus de  
**125**  
représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis en 2019 à l'ONU

... avec plus de  
**2 000**  
représentants de divers secteurs...

... pour examiner les progrès accomplis dans  
**47**  
pays  
(+ 1 en 2018) ...

et cet examen aura été accompli pour  
**168**  
pays d'ici à 2020

**OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**DÉCENNIE D'ACTION**



Des intervenantes et intervenants au forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices de l'Assemblée générale. (New York, 24 septembre 2019)



**“Articulé autour de la nouvelle génération de coordonnatrices et coordonnateurs résidents, le système réformé des Nations Unies pour le développement joue un rôle crucial dans l'action que mène l'ONU pour s'acquitter de ses responsabilités et aider les États Membres à atteindre les objectifs de développement durable.”**

Robert Piper, Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement

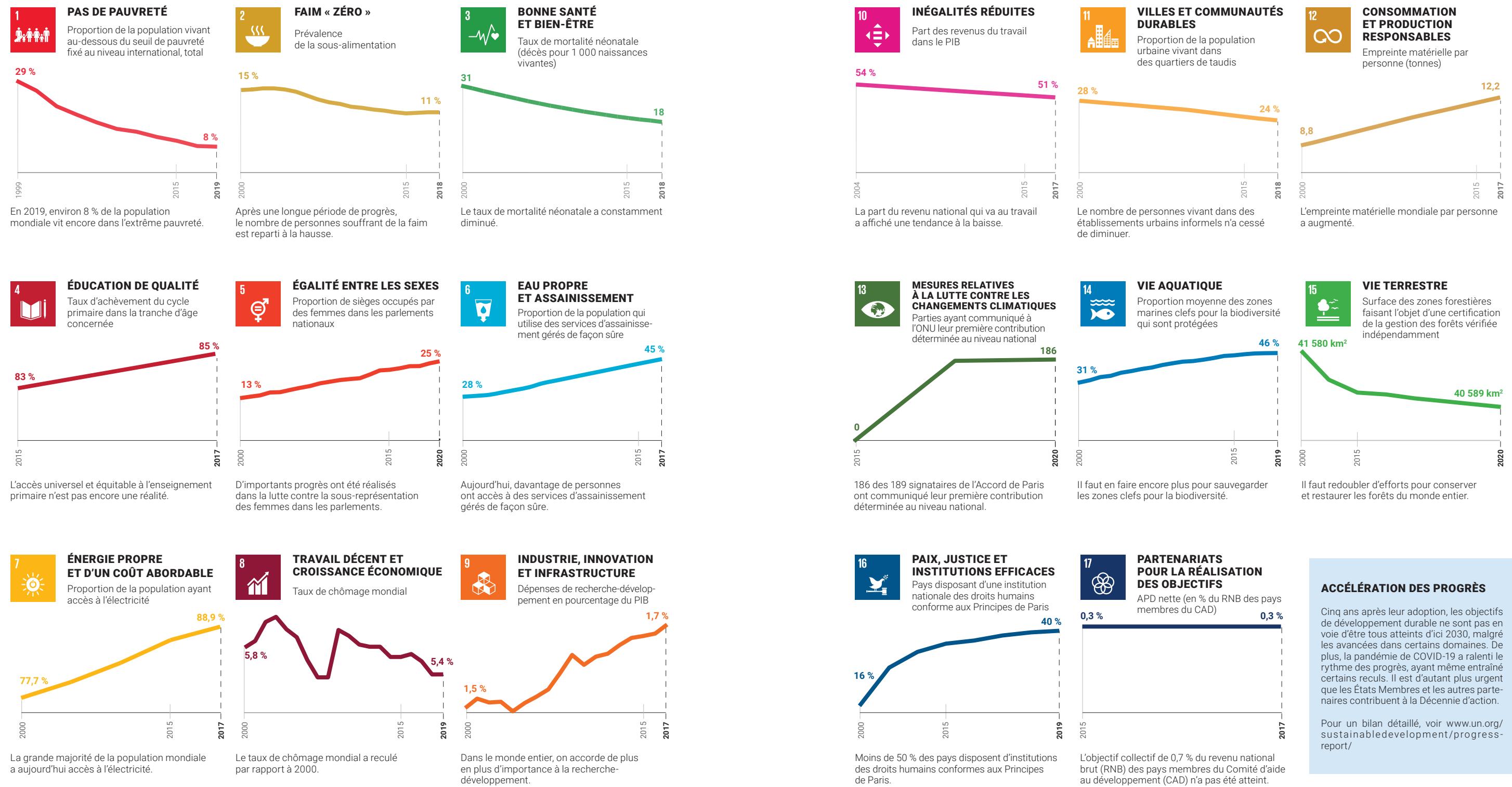


**“La dimension régionale du développement n'est pas simplement la somme des mesures prises au niveau national. Aussi les problèmes de développement appellent-ils une approche transfrontières.”**

Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

# LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

## APERÇU



## NE LAISSEZ PERSONNE DE CÔTÉ

L'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités sont au cœur même du Programme 2030. Les objectifs de développement durable risquent de ne jamais se concrétiser pour 1,3 milliard de personnes qui se trouvent aujourd'hui en situation de pauvreté multidimensionnelle. Aussi l'ONU soutient-elle les initiatives en faveur des pays et des populations vulnérables, suivant le principe consistant à ne laisser personne de côté. Nous avons par exemple contribué à organiser en 2019 la Conférence mondiale sur l'élargissement de l'accès à l'énergie et au financement dans les pays les moins avancés, sachant que l'accès à l'énergie durable est une pièce maîtresse de la réalisation des objectifs. En outre, nous avons aidé à mettre en place la Coalition pour l'accès à l'énergie durable au Sommet sur l'action pour le climat qui a été tenu en 2019, afin de parvenir plus rapidement à l'accès universel dans les zones rurales et vulnérables. L'examen à mi-parcours de l'application des Orientations de Samoa a été l'occasion pour les États Membres de renouveler leur engagement

de répondre aux besoins des petits États insulaires en développement.

Dans le cadre de l'action de l'Organisation en faveur de l'urbanisation durable, j'ai publié une note d'orientation sur la terre et les conflits et les Lignes directrices des Nations Unies pour des villes et des établissements humains plus sûrs, ainsi que la publication *Relations villes-campagnes : Principes directeurs et Cadre d'action pour un développement territorial intégré*, afin d'améliorer la sécurité des droits fonciers et de favoriser le règlement des différends fonciers, dans l'intérêt de 1,2 million de personnes vulnérables vivant dans 13 pays.

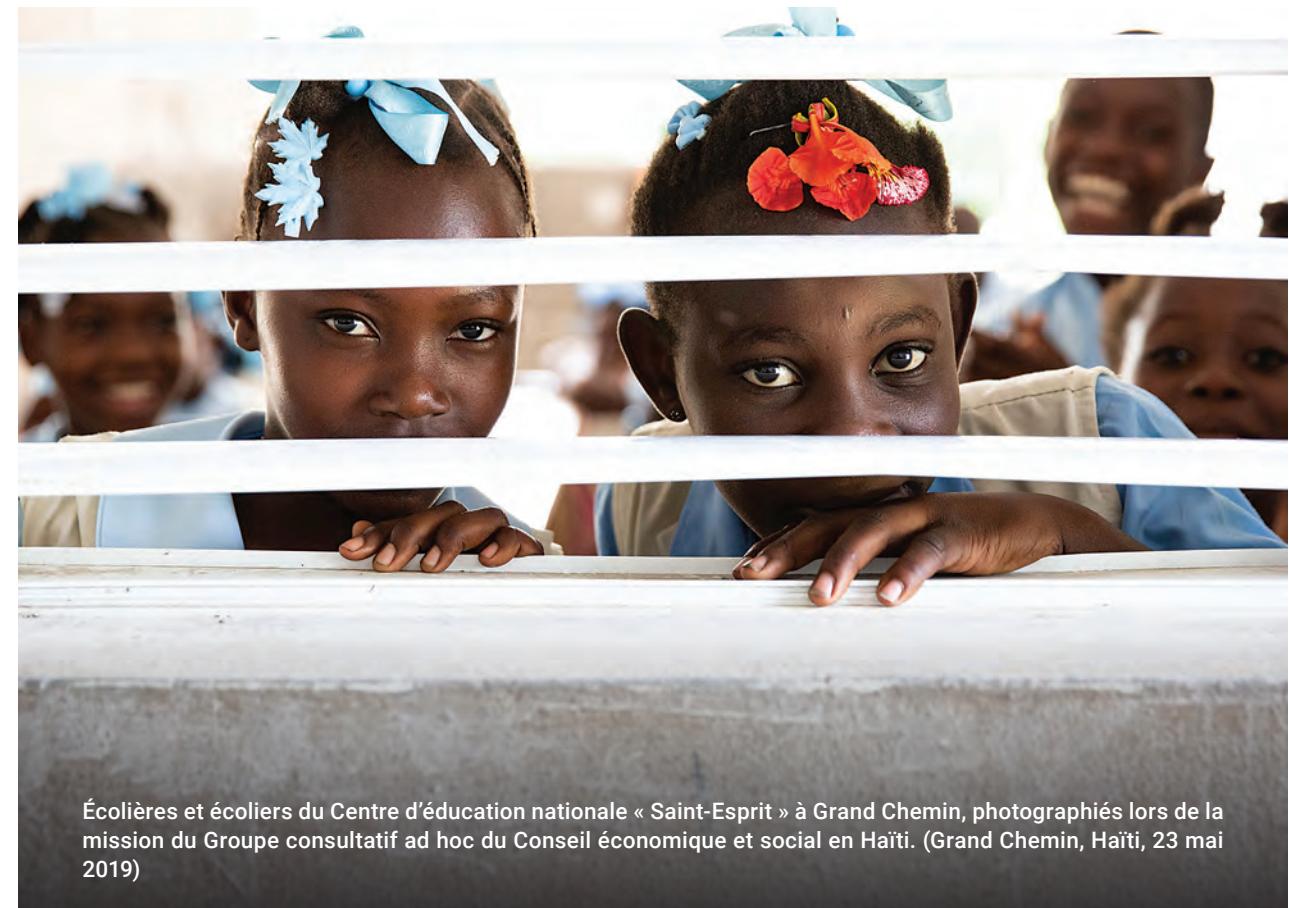
Dans le domaine du commerce, nous avons soutenu les mesures qui permettent aux femmes de tirer parti des possibilités offertes par le commerce international, par exemple dans le cadre de l'initiative « Borderline », dont l'objectif est d'apprendre à des commerçantes du secteur informel comment officialiser leur activité dans six districts frontaliers du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie.



### LE HANDICAP

Composante essentielle de l'action entreprise pour ne laisser personne de côté, la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap est la toute première stratégie adoptée à l'échelle du système des

Nations Unies en faveur des personnes handicapées du monde entier, qui sont au nombre d'un milliard. Lancée en 2019, elle vise à systématiser l'inclusion du handicap à l'échelle du système.



Écolières et écoliers du Centre d'éducation nationale « Saint-Esprit » à Grand Chemin, photographiés lors de la mission du Groupe consultatif ad hoc du Conseil économique et social en Haïti. (Grand Chemin, Haïti, 23 mai 2019)



**“L'urbanisation est porteuse de grandes transformations : nous avons l'occasion rarissime aujourd'hui de bien faire les choses. Nous devons rendre nos villes plus équitables, plus résilientes aux changements climatiques et plus accueillantes pour toutes et pour tous, car notre avenir en dépend.”**

Maimunah Mohd Sharif,  
Directrice exécutive d'ONU-Habitat



**“Nous devons faire le nécessaire pour que les pays les plus vulnérables – les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement – puissent bien se faire entendre et progresser dans l'exécution de leurs programmes de développement durable.”**

Fekitamoeloa 'Utoikamanu, Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

## ACTION CLIMATIQUE

Dans un contexte marqué par des émissions mondiales sans précédent, j'ai convoqué en septembre 2019 les dirigeants mondiaux au Sommet sur l'action pour le climat, à l'issue duquel 70 pays se sont engagés à adopter des plans d'action plus ambitieux. Les chefs d'entreprise ont eux aussi répondu à l'appel : certains des principaux gestionnaires d'actifs du monde – qui gèrent des portefeuilles d'un montant total de 2 000 milliards de dollars – ont pris l'engagement de rendre leurs investissements neutres en carbone d'ici à 2050. L'année 2020 marque également la fin de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique, pendant laquelle 63 États ont pris des engagements dans le cadre de la campagne Océans propres.

La communauté scientifique a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises pour appeler l'attention sur l'urgence climatique et notamment sur l'effondrement de la biodiversité, faisant de 2020 une année déterminante. Plusieurs des événements prévus cette année ont dû être reportés en raison de la pandémie. Les changements climatiques n'en restent pas moins le plus grand péril pour l'humanité à long terme. Il nous faut donc affirmer notre ambition et notre action : la pandémie ne fait que nous rendre plus vulnérables encore aux menaces qui pèsent sur la planète.



En soutien à la grève mondiale pour le climat, des fonctionnaires de l'ONU et leurs familles se sont rassemblés à l'esplanade des visiteurs, au Siège de l'Organisation, quelques jours avant le Sommet sur l'action pour le climat. (New York, 23 septembre 2019)



**“L'enjeu environnemental pourrait changer le cours de l'histoire. C'est à nous de décider si nous voulons changer de cap.”**

*Inger Andersen, Directrice exécutive  
du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement*



La militante pour le climat Greta Thunberg (deuxième à partir de la droite) à l'ouverture du Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat. De gauche à droite : Wanjih Njoroge (militante pour le climat), le Secrétaire général António Guterres, Greta Thunberg et Bruno Rodriguez (militant pour le climat). (New York, 21 septembre 2019)

## LES JEUNES

Le rôle essentiel des jeunes dans la réalisation du Programme 2030 a été mis en évidence dans le rapport mondial sur la jeunesse (*World Youth Report*). Pour mobiliser les jeunes en faveur du

climat, l'ONU a organisé en 2019 le Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat, offrant ainsi un forum à des jeunes leaders issus de 140 pays et territoires.



Après deux semaines de dialogue, la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme s'est conclue par une forte détermination des États Membres à préserver et améliorer l'accès des femmes et des filles aux systèmes de protection sociale, aux services publics et aux infrastructures durables. (New York, 22 mars 2019)

## ÉGALITÉ DES GENRES

L'année 2020 marque également le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Pour préparer la session de 2020 de la Commission de la condition de la femme, les États Membres ont entrepris des examens nationaux des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans l'exécution du Programme d'action. À ce jour,

plus de 160 États ont achevé leurs examens, qui ont servi de base à la déclaration politique adoptée à la session. Il y a certes eu du progrès, mais le chemin à parcourir est encore long : 25 ans après l'adoption du Programme d'action, aucun pays n'est parvenu à pleinement concrétiser l'égalité des genres, qui est l'une des priorités de la décennie d'action.

## INITIATIVE SPOTLIGHT

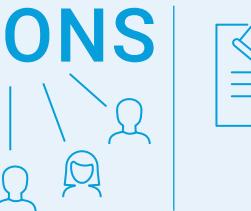
Soutenue par l'Union européenne, l'initiative Spotlight est un programme pluriannuel qui a pour objectif de mettre fin à la violence contre les femmes et les filles d'ici à 2030. Grâce à des programmes complets et fondés sur les droits, elle vise à renforcer la collaboration interinstitutions, sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et en partenariat avec la société civile, pour aider les États à atteindre les objectifs de développement durable.



L'Ambassadrice régionale de bonne volonté d'ONU-Femmes Jaha Dukureh (à gauche) et l'actrice Cecilia Suárez, championne de l'Initiative Spotlight (à droite), tenant le lettrage en relief d'un slogan pendant un événement de l'Initiative Spotlight : « Élimination de la violence contre les femmes et les filles : progrès et perspectives ». (New York, 26 septembre 2019).

## 42 MILLIONS

de personnes ont été sensibilisées aux effets des normes sociales préjudiciables et des stéréotypes de genre



41

lois ont été adoptées ou renforcées dans 15 pays

## 50 %

(soit 124 millions de dollars) des fonds consacrés aux programmes ont été alloués à des organisations de la société civile



## 38 %

des pays ciblés ventilent leurs statistiques nationales pour mieux rendre compte des discriminations multiples



## Environ 15 %

Augmentation du nombre de rescapées de violences qui font appel à des services d'assistance



## 10 %

Augmentation du nombre de cas signalés à la police, par rapport à l'année précédente



## Près de 350 000

adolescents ont bénéficié de programmes d'éducation



77

groupes de défense des droits des femmes ont renforcé leur utilisation des audits citoyens, des rapports parallèles et d'autres mécanismes de responsabilité



## Plus de 500 000

personnes participent régulièrement à des activités de mobilisation de la population locale



## ACCROÎTRE LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Pour mener à bien le Programme 2030, les pays en développement doivent réussir à combler un déficit de financement d'au moins 2 500 milliards de dollars par an, sans compter les retombées de la pandémie de COVID-19. Dans cette perspective, les États et les autres parties prenantes ont adopté plus de 20 initiatives et engagements en septembre 2019, au premier Dialogue de haut niveau sur le financement du développement tenu par l'Assemblée générale depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba.

En octobre 2019, j'ai également créé l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable avec les dirigeants de 30 entreprises et institutions financières. Au total, les membres de ce groupe gèrent des actifs d'un montant de 16 000 milliards de dollars, pour le compte de 700 millions de clients de plus de 160 pays. Au cours des deux prochaines années, ils remodèleront leurs solutions d'investissement pour dégager plus de fonds à investir dans le développement durable, en particulier dans les pays qui en ont le plus besoin, et ils aligneront leurs pratiques sur le Programme 2030.



« Nous pouvons faire du commerce et de l'investissement durables des moteurs de croissance : il faut surmonter les problèmes qui y font obstacle et raviver l'esprit du multilatéralisme. »

*Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*



### FINANCEMENT DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030



Aligner les politiques économiques, les systèmes financiers et fiscaux et les flux de financement sur le Programme 2030



Améliorer les stratégies de financement durable aux niveaux régional et national



Tirer parti des innovations financières, des nouvelles technologies et de la numérisation pour garantir un accès équitable au financement

## APPUI RÉGIONAL

Plus que jamais, les plus grands enjeux dépassent les frontières nationales. C'est pourquoi nos cinq commissions régionales aident les gouvernements à formuler et à mettre en œuvre des politiques de développement durable. Ainsi, la Commission économique pour l'Afrique a élaboré une stratégie régionale pour la décennie d'action et lancé l'Initiative ODD7, afin d'inciter le secteur privé à financer des projets d'énergie durable en Afrique.

En collaboration avec la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a aidé à organiser des forums politiques régionaux de haut niveau sur le Programme 2030 et formulé des conseils sur les moyens d'accélérer les progrès dans la région, dans une perspective d'autonomisation et d'inclusion.



« Il faut repenser les moyens de renforcer la coopération pour garantir le développement durable et la connectivité dans la région. »

*Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique*



La Vice-Secrétaire générale Amina J. Mohammed (troisième à partir de la gauche) rencontre (de gauche à droite) : Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe. (New York, 21 février 2019)



**“Nous aspirons à l'avènement d'une région intégrée, stable et pacifique, où toutes et tous puissent vivre dans des sociétés justes, diversifiées et prospères.”**

*Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale*



**“À dix ans seulement de l'échéance des objectifs de développement durable, il nous faut reconnaître le rôle moteur des villes et des dirigeantes et dirigeants locaux dans la transformation durable.”**

*Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe*

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes promeut l'Initiative pour un allégement de la dette en contrepartie de l'adoption de mesures d'adaptation aux changements climatiques, qui a pris de l'ampleur, et a renforcé dans ce cadre le Fonds de résilience des Caraïbes. L'initiative répond aux deux problèmes de développement les plus urgents des Caraïbes : l'endettement et la vulnérabilité aux changements climatiques.

Ensemble, les commissions économiques pour l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe, et l'Asie occidentale ont créé des portails régionaux consacrés aux objectifs de développement durable, qui permettent d'accéder aux données de différents pays, sous-régions et régions. Il s'agit d'une initiative inédite, qui aide les États à évaluer l'état de la réalisation des objectifs et à déterminer les nouveaux investissements nécessaires. On trouve également sur ces portails régionaux des informations sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, ainsi que des outils pour l'élaboration de politiques.



Une habitante de l'établissement informel de Mathare utilise un point d'eau subventionné par l'ONU. (Nairobi, Kenya, mai 2020)

# Réforme du Système des Nations Unies pour le développement

L'année 2019 a été décisive pour le système des Nations Unies pour le développement, qui a repositionalisé l'action menée à l'appui du Programme 2030 dans le cadre de programmes et de projets d'une enveloppe totale d'environ 36 milliards de dollars par an. Grâce à la réforme de ce système, nous sommes en mesure de mieux coordonner l'utilisation de nos capacités à l'échelle mondiale et régionale et de mieux cibler l'appui apporté sur le terrain aux pays, au moment où nous entamons la décennie d'action.

Pierre angulaire de la réforme, la revitalisation du système des coordonnateurs résidents a permis de renforcer les pouvoirs, les capacités et les outils dont disposent les coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Ceux-ci dirigent 131 équipes de pays des Nations Unies dans 162 pays et territoires. Avec leur soutien, les équipes de pays s'emploient à mieux intégrer la planification et à bien adapter l'action menée aux priorités et aux besoins des pays dans la perspective de la réalisation des objectifs de

développement durable, en se concentrant sur les nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. De plus, le Bureau de la coordination des activités de développement a été mis en place pour apporter un appui au système des coordonnateurs résidents, et un pacte de financement a été conclu avec les États Membres pour transformer le financement et la gestion du système.

L'amélioration de la coordination porte ses fruits : 95 % des équipes de pays des Nations Unies déclarent que la nouvelle approche conjointe leur a permis de resserrer leurs liens avec les gouvernements. Les deux tiers des gouvernements partenaires estiment déjà que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents mobilisent plus de capacités au service des priorités nationales de développement, et près de 80 % des gouvernements hôtes jugent que la réforme a rendu le système des Nations Unies pour le développement mieux à même de répondre aux besoins de développement de leur pays. Nous sommes sur la bonne voie et nous continuerons de suivre la mise en œuvre des réformes de très près. Tout en consolidant le nouveau système de coordination que nous avons bâti ensemble, je vais m'attacher à mener à terme les volets de la réforme qui sont restés en suspens, notamment ceux qui ont trait aux bureaux multipays, aux examens régionaux et aux évaluations à l'échelle du système.



## PRINCIPALES RÉALISATIONS



Nous travaillons avec les gouvernements et les partenaires de

**162**

pays et territoires pour mener à bien le Programme 2030



Les **deux tiers** des gouvernements des pays concernés estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents mobilisent plus de capacités au service des priorités nationales de développement



**72 %**

des plans-cadres de coopération prévoyaient en 2019 des résultats relatifs aux questions de genre

## REFORCER L'APPUI AU NIVEAU DES PAYS



En Ouganda, après la tenue du tout premier dialogue entre l'équipe de pays des Nations Unies et le Président, le Gouvernement a nommé une nouvelle personne référente chargée de communiquer avec cette équipe au sujet des questions liées aux objectifs de développement durable.

Au Guatemala, l'équipe de pays des Nations Unies et l'Union européenne ont entrepris un vaste projet visant à harmoniser leurs outils de planification, et la Suède s'est engagée au niveau bilatéral à s'aligner sur le Plan-Cadre de coopération.

Au Bangladesh, les engagements pris par l'équipe de pays des Nations Unies dans la feuille de résultats relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes ont été transposés pour la première fois dans un plan-cadre de coopération qui tient compte des questions de genre, à la lumière de l'analyse qui a été faite de ces questions dans le cadre de l'analyse commune de pays.